



2019

LA WALLONIE ET L'EXTRÊME DROITE

Histoire d'un rendez-vous manqué

Olivier **Starquit**

BARRICADE
CULTURE D'ALTERNATIVES

Lors des élections fédérales, régionales et européennes de ce 26 mai 2019, le paysage politique belge a connu une évolution disparate. Alors qu'au nord du pays le grand vainqueur était le Vlaams Belang (VB, ex-Vlaams Blok), qui glanait pas moins de 15 sièges au Parlement fédéral, pour arriver à un total de 18, la Belgique francophone n'a pour sa part constaté l'arrivée au Parlement d'aucun représentant d'extrême droite. Même si les différentes listes d'extrême droite ont récolté des voix (18 022 Wallons ont voté pour le Vlaams Belang), aucun de leurs représentants ne siègera aux parlements wallon ou bruxellois. De même, tandis qu'en France, le résultat des élections européennes voit le Rassemblement national devenir le premier parti, la Belgique francophone n'envoie aucun député d'extrême droite au Parlement européen. Comment expliquer cette différence majeure ? La Belgique francophone et la Wallonie bénéficieraient-elles d'un microclimat peu propice aux partis d'extrême droite ? Tentons d'analyser ce phénomène.

Et du côté de la Flandre ?

Le retour en force du Vlaams Belang au nord du pays s'explique notamment par un fort taux de vote des jeunes en faveur de ce parti (30 % de leurs électeurs ont moins de 34 ans). Une explication possible : ce parti a investi énormément d'argent pour s'assurer une présence continue et adaptée¹ sur les réseaux sociaux. Le VB a dépensé à lui seul la moitié des 800 000 euros que les partis flamands ont utilisés pour investir les réseaux sociaux². Cette stratégie 2.0 semble avoir été payante. Un autre aspect qu'il convient de souligner est le fait que le VB, dans son programme économique, a repris des thématiques et des éléments qui ressortissent généralement au corpus idéologique de la gauche. Il n'est pas exclu de penser que certains électeurs ont jugé le Vlaams Belang plus convaincant que le SP.a

Une explication partisane

Commençons par évacuer une explication relevant d'évidence du prêt-à-penser, mais qui est moins innocente qu'il n'y paraît. Selon Bart De Wever (Président de la NV-A, et Bourgmestre d'Anvers), si la situation en Belgique est complexe, c'est parce celle-ci, en fait, n'est pas une démocratie, mais bien l'union de deux démocraties³, qui ne se réunissent qu'au fédéral. Soyons un instant attentif au raisonnement de Bart De Wever : on verra

1 Voir Benjamin BIARD et Jean FANIEL, « L'extrême droite aux élections du 26 mai 2019 – Toujours ce paradoxe belge... », Les @analyses du CRISP en ligne, 1^{er} juillet 2019, consulté le 1^{er} novembre 2019. > crisp.be/2019/08/lextreme-droite-aux-elections-du-26-mai-2019-toujours-ce-paradoxe-belge

2 *Ibidem*.

3 Voir entre autres Victor M. Amela : > lavanguardia.com/lacontra/20170113/413311847470/un-dia-no-pude-abrocharme-el-cinturon-y-decidi-adelgazar.html

qu'il contient une subreption. Lorsqu'il dit « démocratie », il faut en fait entendre : « nation ». Il lui arrive d'ailleurs de comparer plus explicitement la situation belge à celle de l'Europe, dont la construction est selon lui semblablement viciée⁴. Tel est en fait le sens, dissimulé, de son « explication », dans sa splendide opacité pleine de bon sens. La Nation flamande vote à droite, la Nation francophone à gauche. Qu'il n'y ait là aucune explication (les Wallon-ne-s et les Flamand-e-s votent différemment parce qu'ils et elles sont différent-e-s), et que le raisonnement repose sur l'essentialisation des citoyen-ne-s francophones et néerlandophones (ils et elles sont différent-e-s par nature) ne semble pas embarrasser les tenants de cette « lecture ». Sur leur lancée, ceux-ci tirent les conséquences de cette pseudo-logique jusqu'à son terme, qui est bancal : deux démocraties différentes, en réalité deux nations différentes, ne sauraient être maintenues sous le joug d'une seule peau. Il faut les séparer. Bien sûr, la NV-A est pragmatique et ne réclame pour l'heure que le confédéralisme – on en viendrait presque à la remercier pour son sens de la mesure.

Évidemment, la réalité est bien différente. Comme le note Vincent de Coorebyter⁵ : « Contrairement à ce que dit Bart De Wever, je ne crois pas qu'il y ait deux démocraties en Belgique. Il y a deux cartes électorales, ce n'est pas la même chose... Deux cartes électorales avec un même mystère : pourquoi les opinions publiques qui sont fort proches sur la plupart des sujets sociétaux – c'est ce que montrent les sondages d'opinion – votent-elles aussi différemment ? Il y a, à ça, des motifs historiques et sociologiques profonds mais ça ne contraint pas à donner raison à Bart De Wever. Il y a aujourd'hui 18 % d'électeurs du Vlaams Belang en Flandre ; il y a certainement plus de 18 % de personnes hostiles à l'immigration en

4 Bart De Wever à la *Vanguardia* : « La Belgique et l'UE ont les mêmes vices de construction ».
> rtbf.be/info/belgique/detail_de-wever-a-la-vanguardia-la-belgique-et-l-ue-ont-les-memes-vices-de-construction?id=7850614, consulté le 4 novembre 2019

5 Spécialiste de l'œuvre de Jean-Paul Sartre, Vincent de Coorebyter est professeur de philosophie sociale et politique contemporaine à l'Université Libre de Bruxelles.

Wallonie... mais qui ne votent pas pour l'extrême droite...⁶ » En somme, le leurre des « deux démocraties » est facile à avaler – nombre de médias l'ont colporté –, mais il correspond aux intérêts des seuls nationalistes, pas à la réalité.

Flirt idéologique et incompétence

Une première explication possible au peu d'intérêt que portent les Wallon-ne-s et les Francophones aux partis d'extrême droite tiendraient au fait que le Mouvement Réformateur (MR) – ou du moins certaines factions de ce parti – occupait, sous le gouvernement Michel, quant à l'immigration et à la sécurité, le terrain investi en Flandre par la N-VA et le Vlaams Belang. Ce faisant, leurs ténors ont aspiré des voix qui auraient pu tomber dans l'escarcelle des extrémistes de droite. Alain Destexhe tenait ce rôle avant de faire défection et de créer sa propre liste. De leur côté, les Réformateurs George-Louis Bouchez, voire Richard Miller, en flirtant allègrement avec Théo Francken sur ces sujets, se sont sentis pousser des ailes. Certains se souviendront peut-être d'une interview conjointe dans la *DH* du 23 juillet 2018, lors de laquelle Georges-Louis Bouchez invitait Théo Francken à venir présenter son livre à Mons, alors que ce dernier en avait été empêché à Verviers quelques jours plus tôt.

En corollaire, ajoutons une autre hypothèse : jusqu'à présent, les figures de proue des partis d'extrême droite en Wallonie n'ont (fort heureusement) jamais réellement brillé par leur intelligence ou par leur charisme. Pour le dire autrement : jusqu'à présent, les « chefs » extrémistes ont souvent été des crétins, incapables d'unifier leurs maigres troupes. Poursuivons.

6 William BOURTON, « De Coorebyter : “Il n'y a pas deux démocraties en Belgique, mais deux cartes politiques” », *Le Soir*, 28 juin 2019.

Le cordon sanitaire

Un autre élément expliquant cette différence avec la Flandre – et la France – est l'existence du cordon sanitaire. Rappelons que cette pratique politique typiquement belge, qui vise à exclure de toute majorité les partis politiques d'extrême droite, a été mise en place par les partis politiques flamands en deux étapes, en 1989 et en 1992. Mais il faut ajouter que si, au-delà du rideau de betteraves, cette pratique concerne exclusivement l'attitude des partis politiques à l'égard du *Vlaams Belang*, du côté francophone du pays, cette notion a été étendue aux médias, notamment des services publics. Ceci a pour conséquence que les représentants de ces partis ne passent jamais en direct sur les chaînes publiques⁷. À l'inverse, en Flandre, en vertu de l'application du Pacte culturel⁸, le VB, en tant que parti répondant aux conditions pour former un groupe parlementaire, obtient automatiquement une représentation dans les conseils d'administration des organismes publics, dont celui de la *VRT*, où ses représentants politiques s'expriment régulièrement. Les partisan·ne·s du cordon sanitaire intégral y voient une manière de ne pas faire de publicité pour ces partis et de démontrer l'inutilité de voter pour eux ; ses adversaires estiment que cela les diabolise et les place dans une posture victimaire, tout en portant atteinte à la liberté d'expression. Sans gloser plus avant sur la pertinence du cordon sanitaire, force est de constater que celui-ci n'est pas d'une étanchéité hors pair : les partis traditionnels démocratiques font en effet montre d'une grande porosité à l'égard des idées défendues par les partis d'extrême droite. Par ailleurs, suite à la démission du Président du Parlement flamand désigné temporairement à la suite des élections du 26 mai, il a été – certes très brièvement – remplacé par un vice-président du *Vlaams Belang* sans

7 Le léger différé utilisé par la RTBF à l'égard du VB lors de la soirée électorale du 26 mai témoigne assurément d'une interprétation fort souple des règles du cordon sanitaire.

8 Rappelons que le Pacte culturel est un accord politique signé par la plupart des partis en 1972, devenu loi en 1973, et qui est destiné à protéger les minorités idéologiques et philosophiques au nord et au sud du pays. Cette protection se traduit notamment par l'obligation d'associer les diverses tendances idéologiques et philosophiques à la gestion des institutions culturelles publiques ou assimilées.

que cela n'occasionne un émoi important. On notera également les négociations avortées, mais bien réelles, entre la N-VA et le VB en vue de la formation du gouvernement régional flamand⁹. Nous touchons ici à la dimension performative de la politique : même si Bart De Wever savait pertinemment que cette coalition ne verrait jamais le jour, le simple fait d'inviter le VB à la table modifie subtilement la perception de l'opinion, et le rapport de forces : cela prépare en quelque sorte le terrain, par effet de banalisation, pour les prochaines échéances.

Enfin, force est également de constater que le programme économique du Vlaams Belang, lors des dernières élections, contenait bon nombre de propositions que l'on peut ranger à la gauche du spectre politique (étant entendu que ces mesures s'appliqueraient uniquement aux locaux, « la Flandre n'ayant pas vocation à devenir le CPAS de la moitié de la planète », pour citer une phrase de leur programme). En Wallonie, ce discours économique plus ancré à gauche est plus largement présent : l'offre politique du PTB et d'autres partis de gauche radicale permet actuellement, et entre autres choses, de contrecarrer tout glissement vers l'extrême droite.

Les fronts antifascistes

Récemment réactivé en région liégeoise, le front antifasciste n'avait en fait jamais vraiment disparu. Rappelons ainsi la création, au milieu des années 1970, du « Front antifasciste et démocratique de Liège ». Le n° 1 de son mensuel, *Lutte démocratique*, est daté d'octobre 1975. Ce front se crée pour réagir à l'ouverture d'un local du MSI¹⁰ à Liège¹¹ ». Il réapparaît

9 Le Gouvernement de la Région flamande est désormais composé de la N-VA, du CD&V et de l'Open VLD.

10 Le MSI est le Mouvement Social Italien, créé dès décembre 1946 pour succéder au parti fasciste interdit.

11 Julien DOHET, « Les fronts antifascistes à Liège après la guerre », *Aide-Mémoire*, n°89, juillet-août-septembre 2019.
> territoires-memoire.be/aide-memoire-89/aide-memoire-89-les-fronts-antifascistes-a-liege-apres-la-guerre/

fin 1991 – début 1992 et se mobilise en 1994 contre l'ouverture d'un local de Nation à Liège. 1993 voit la mise en place d'un « Front Anti-Fasciste de Belgique composé des FAF d'Anvers, de Bruxelles, de Louvain, de Gand et de Liège. Charleroi et Verviers se joindront ensuite¹² ». En février 2019, une quarantaine d'associations liégeoises relancent un front antifasciste 2.0 (insistant ainsi sur la présence sur les réseaux sociaux) : ce front s'est lancé dans une guerre d'usure au pochoir contre les affiches des partis d'extrême droite. Il n'est pas interdit de penser que ces initiatives ont contribué à l'absence – pérenne, nous l'espérons – de celle-ci sur nos terres.

L'associatif, la lutte syndicale et l'existence de projets de gauche

S'ajoutant à ces initiatives issues du monde associatif, l'existence de corps intermédiaires¹³ forts, tissant une toile entre citoyen-ne-s, associations et monde politique, peut aussi, en créant du lien, permettre l'endigement des idées d'extrême droite. Au contraire, ainsi que le montre le cas de la France, des années d'acharnement contre les syndicats¹⁴ peuvent donner lieu à des surgissements extrémistes incontrôlés, voire incontrôlables. À titre d'illustration, mentionnons les locaux de la CGT, balafrés par une croix gammée et les sigles SS et NSDAP¹⁵. En Wallonie, plus qu'en Flandre, les syndicats tiennent farouchement à exercer un rôle politique : ils insistent régulièrement sur l'existence de possibles alternatives aux po-

.....
12 *Ibidem.*

13 Les corps intermédiaires sont des groupes sociaux, situés à un niveau intermédiaire entre l'individu et l'État, indépendants et autonomes, constitués naturellement ou par accord délibéré en vue d'atteindre un objectif collectif comme par exemple les syndicats, le tissu associatif, les mutuelles.

14 Car un des objectifs poursuivis par les diverses initiatives législatives sous François Hollande et Emmanuel Macron – de la loi El Khomry à la réforme des retraites – est clairement d'affaiblir le rôle et les positions des syndicats

15 *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* ou Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands, en bref, le parti Nazi.

litiques menées actuellement. Pensons notamment à la volonté qu'a eue la FGTB wallonne d'imposer une coalition PS-PTB-Ecolo (mais les temps n'étaient pas mûrs pour cette piste...). Plutôt qu'un accompagnement du monde comme il va, et une limitation des dégâts occasionnés par sa gestion désastreuse, cette posture offensive offre un exutoire à des citoyen-ne-s qui seraient tenté-e-s, sinon, par un vote de rejet, ou à tout le moins par l'abstention, voire la sécession.

Le chauvinisme wallon, cet oxymore

Un autre facteur qu'il convient également de mentionner est le fait que, contrairement à la France et à la Flandre, la Wallonie se caractérise par l'absence d'un sentiment national marqué, ce qui ne facilite pas la tâche des partis d'extrême droite, fondamentalement nationalistes. Si l'histoire de la Flandre se caractérise par la présence d'un mouvement flamand revendicatif, on ne peut pas en dire autant en ce qui concerne la Wallonie. Difficile également de détecter en terres wallonnes des traces de chauvinisme nourri aux sillons de l'histoire, contrairement à la France, par exemple¹⁶.

De la bonne gouvernance (sans qualité)...

À en croire la doxa, l'art de faire de la politique devrait se faire sous les auspices de la gouvernance (toujours bonne *by the way!*). André Bellon¹⁷ constate ainsi que « les réformes engagées contre la démocratie depuis vingt ans sont systématiquement assises sur ces principes de bonne gou-

.....
16 La France, dont on voit en cette rentrée politique 2019 qu'elle est largement traversée par des fractures identitaires, qui vont de la droite extrême jusqu'à la gauche de la gauche traditionnelle. Nous songeons ici à ces débats sur l'immigration ou le port du voile qui ne cessent d'agiter nos voisins.

17 André BELLON, « Un combat très révolutionnaire, la démocratie », in Alain CAILLÉ (dir.), *Quelle démocratie voulons-nous? Pièces pour un débat*, éd. La Découverte, 2006, p. 62.

vernance, présentés comme naturels ou simplement techniques et donc excluant toute contestation ». Après tout, il n'est pas exagéré de poser que la gouvernance, dont les vertus dépolitisantes ne sont plus à démontrer¹⁸, vise, sous couvert de décisions techniques prises au consensus, à neutraliser le débat politique : « La substitution assez récente de la notion de gouvernance à celle de pouvoir vise à laisser entendre que personne n'a ou ne détient de pouvoir, que toute décision est issue des nécessités objectives de situation. À aucun moment n'est structurée une situation de débat où s'affronteraient des conceptions opposées du bien commun. Tout est contractuel, négocié, accepté. Ce que nous imposons c'est ce que vous avez voulu. Qui nous ? Qui vous ? Personne¹⁹. » Le discours de la gouvernance opère en fait une fusion des régimes discursifs managérial et politique ; dès lors, la politique est remplacée par la gestion, comprise comme technique neutre et foncièrement efficace, située au-delà des intérêts partisans.

L'application des techniques managériales, c'est en somme la destruction du politique : il n'y a plus de choix politique nécessaire entre des options contradictoires, mais, tout simplement, une gestion prétendument rigoureuse du monde tel qu'il va, et dont il n'est plus question de remettre en question l'orientation d'ensemble²⁰.

... à la mauvaise gouvernance wallonne (et ses qualités)

De manière surprenante (ou pas ?), la critique de la gouvernance intéresse directement notre propos. Dans un entretien accordé récemment aux

18 Olivier STARQUIT, « De quoi la gouvernance est-elle le nom ? », *Barricade*, 2011.
> barricade.be/publications/analyses-etudes/quoi-gouvernance-est-elle-nom

19 Alain CAILLÉ, « Un totalitarisme démocratique ? Non le parcellitarisme », in *Quelle démocratie voulons-nous*, *op. cit.*, p. 96.

20 Voir notamment Gérald ANDRIEUR, *Le Peuple de la frontière*, éd. du Cerf, 2017.

Équipes populaires²¹, Vincent de Coorebyter, encore lui, voit dans la proximité des hommes et femmes politiques un antidote à la colère et à l'amertume qui, on le sait, peuvent électoralement se traduire en voix pour l'extrême droite : « En Wallonie, dans les sphères socialistes, mais pas uniquement, on a maintenu des pratiques de permanence sociale, une présence de proximité dans les villages et les petites villes, un tissu associatif très dense et très ouvert, une forme de simplicité et d'absence de sentiment de supériorité, une facilité à aller au contact, à s'exprimer simplement »²². Certes, cette proximité, dans le pire des cas, peut prendre la forme du clientélisme. Mais la comparaison avec la Flandre est instructive. De fait, en Flandre, une tendance s'est dégagée il y a quelques années pour regarder « de haut le système des permanences sociales qui maintenaient un lien de proximité entre les mandataires politiques et la population, et on les a remplacées par la “*Goed bestuur*”, la bonne gouvernance, qui doit être une affaire de professionnels qui savent comment manager un pays sans être en contact avec le peuple²³. » Alors oui, au total, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le maintien d'une proximité avec les électeurs et électrices perpétue bon an mal an l'idée que la politique n'est pas qu'une simple administration des choses, une gestion technique, mais est bel et bien un art et un levier – loin des mânes de l'impuissance auto-proclamée²⁴.

21 Paul BLANJEAN et Guillaume LHOEST, « Populisme et mépris de classe – Interview de Vincent de Coorebyter », consulté le 6 novembre 2019.

> crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-07-12_ACL-de_Coorebyter_V-2019-Contrastes-populisme_et_mepri_de_classe.pdf

22 *Ibidem*.

23 *Ibid*.

24 Par analogie avec cette idée, rappelons aussi ce témoignage du journaliste français Gérard Andrieu qui, dans son périple le long de la frontière est de la France, évoque le départ prochain de la Poste de Fesches-le-Châtel, remplacée par un mini-bureau municipal : il mentionne à ce sujet une note de l'Ifop indiquant que la fermeture d'un bureau de poste provoque une hausse du vote Front National de 3 points.

Conclusion

Face à un système décisionnel automatique, automatisé, qui contacter pour ventiler un désarroi ? En l'absence de représentant-e-s politiques désireux de partager la complexité du quotidien, n'est-il pas tentant de prêter une oreille attentive aux pistes simplistes indiquées par des cadors d'extrême droite ?

En somme, comme nous le disions plus haut, nous ne vivons pas, en Belgique, dans deux démocraties, mais dans deux espaces publics distincts qui, confrontés aux mêmes questions, recourent à des outils distincts et à des stratégies différentes. Les résultats et conséquences électoraux diffèrent dès lors tout autant. Et ceci explique le rendez-vous manqué entre l'extrême droite et la Wallonie. Tant mieux, mais pour combien de temps encore ? En tout cas, il importe de maintenir un cordon sanitaire médiatique et politique, de continuer le travail de mémoire et de vigilance mis en œuvre par le monde associatif, de promouvoir et de favoriser la libre discussion dans l'espace public afin d'empêcher l'extrême droite d'être la seule à occuper celui-ci. Parmi les modes d'action, nous pensons notamment aux contre-manifestations, à l'arrachage et au surcollage. Mais cela implique aussi, avant toute autre chose, de lutter contre les causes à l'origine de la colère et du ressentiment : donc, agir contre la précarisation socio-économique et le désenchantement démocratique.

Olivier STARQUIT

Pour nourrir la réflexion

- Citons l'excellent dossier du numéro 59 de *Agir par la culture* (automne 2019), intitulé « Les nouveaux habits de l'extrême droite » :
> agirparlaculture.be/category/agir-par-la-culture-n59-automne-2019
- Et le numéro 89 de *Aide-Mémoire*, qui revient sur les dernières élections en date :
> territoires-memoire.be/aide-memoire-89
- Un passage par le site du CRISP est ici inévitable.
> www.crisp.be
- On lira également l'étude rédigée par Julien Dohet pour l'IHOES sur l'histoire de l'antifascisme à Liège :
> ihoes.be/publications/etudes/?edp_id=28
- Enfin, un livre parmi tant d'autres, Mark BRAY, *L'Antifascisme*, éd. Lux, 2018

BARRICADE

CULTURE D'ALTERNATIVES



Auteur

Olivier STARQUIT

*

Relecteur-trice-s

Emmanuel BOUCHAT
Thomas BOLMAIN
Nicole VAN ENIS

*

Chasseur de coquilles

Emmanuel BOUCHAT

Coordination

du pôle publications

Thomas BOLMAIN
Perrine VANMEERBEEK

*

Pôle publications

Emmanuel BOUCHAT
Virginie GÉROUVILLE
Nicole VAN ENIS

*

Maquettiste

Jérôme BECUWE

*

Éditeur responsable

Jérôme BECUWE
asbl *Barricade*

rue Pierreuse 21 • 4000 Liège

Comité éditorial

Emmanuel BOUCHAT
Yannick BOVY
Joanne CLOTUCHE
Noémie CRAVATTE
Virginie GÉROUVILLE
Alice MINETTE
Sandra ROUBIN
Didier SOMZÉ
Olivier STARQUIT
Nicole VAN ENIS
Perrine VANMEERBEEK

Lancé en 2010, le *pôle Publications* de *Barricade* est consacré à la rédaction et l'édition d'analyses et d'études. Inscrit dans une démarche d'éducation permanente, ce pôle éditorial vise à offrir des articles qui suscitent de l'étonnement, alimentent une réflexion, nourrissent des perspectives d'actions, à l'attention de divers publics et secteurs d'activités : associatif, militant, scientifique,

étudiant, services publics, etc.

La culture du débat est au cœur du projet éditorial de *Barricade*. Nous voulons faire se rencontrer et dialoguer différents points de vue et différentes manières d'écrire, dans le respect des valeurs qui nous sont chères : **féminismes, justice sociale, interculturalité, alternatives, impertinence, et esprit critique.**

Analyses et études

Disponibles gratuitement sur notre site **barricade.be** et en imprimés, rue Pierreuse 15 – 4000 Liège via la librairie *Entre-Temps*, la librairie de *Barricade*.

Agenda de nos activités

Rejoignez-nous sur *Facebook* ou inscrivez-vous à notre newsletter sur **barricade.be**. Recevez gratuitement le *Pavé Dans La Mare*, notre revue bimestrielle, en nous contactant par mail à info@barricade.be ou par téléphone au 04 222 06 22